



## Adéquation missions/moyens au sein des DDI: Les questions qui fâchent !!

### Volume 4 :

#### *En quoi la guerre fratricide entre directions régionales et départementales va mettre à mal le service public ?*

Alors qu'en réaction à la publication du document du SGG sur les missions des DDI, **le site internet d'Acteurs Publics titrait « Matignon veut renforcer les directions régionales »** (titre changé depuis lors au bénéfice d'un titre plus neutre « *Matignon veut clarifier la RÉATE* » ... no comment !), **il y a en effet clairement matière à s'interroger sur l'ambiguïté qui y préside en matière d'articulation entre niveau régional et départemental.**

Ainsi, **comment concilier l'objectif général de mise en place d'une bonne articulation entre ces deux échelons (vœu pieux ?) combinant une confirmation de la mise en œuvre des politiques par le département et la non-dévitalisation des DDI**, tout en intégrant :

- l'ensemble des portes ouvertes explicitement par le document du SGG **en matière de transferts directs de missions vers le niveau régional** (domaines de la jeunesse et de la vie associative, des sports, de la mer, des déchets),
- les différentes pistes de **structuration des compétences à l'échelle régionale** ... ne pouvant conduire à terme qu'à la reprise des missions correspondantes dans la mesure où l'échelon départemental se retrouvera démuné en terme de compétences...
- de très grandes latitudes laissées au pouvoir d'imagination local pour charger les directions régionales de missions départementales ... dès lors, bien entendu, que les DDI n'en ont plus les capacités !

**Sachant sur ce dernier point que les directeurs régionaux susceptibles de « bénéficier » de ce renforcement de périmètre d'intervention ... sont les mêmes qui allouent les moyens aux DDI en tant que RBOP, autant dire que leur dévitalisation ne tardera pas !!!**

#### *Les DDI ne seraient-elles déjà pas dévitalisées ?*

Et c'est bien là que le bât blesse, puisque **le document du SGG n'aborde à aucun moment la question des moyens nécessaires à l'accomplissement des missions.** Est-ce un oubli? Une pudeur toute compréhensible? Ou tout simplement parce que l'administration est elle-même dans l'incapacité d'avoir une vision d'ensemble de l'évolution des effectifs alloués au niveau départemental?

**Certains extraits du rapport sénatorial sur la RGPP, publié en juin 2011, sembleraient attester que cette dernière explication n'est pas si éloignée de la réalité.** Et puisque l'administration ne veut pas, ou ne peut pas aborder cette question cruciale, FORCE OUVRIÈRE a réalisé ses propres estimations.

Fédération de l'Administration Générale de l'État – [fagefo@wanadoo.fr](mailto:fagefo@wanadoo.fr)

Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – [fnecfpfo@fr.oleane.com](mailto:fnecfpfo@fr.oleane.com)

Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – [contact@fets-fo.fr](mailto:contact@fets-fo.fr)

Fédération des Finances – [fo.finances@wanadoo.fr](mailto:fo.finances@wanadoo.fr)

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris

**FORCE OUVRIÈRE a ainsi calculé que 400 000 emplois publics seront ainsi détruits entre 2007 et 2013 dans la seule Fonction Publique d'État.** Au niveau des trois versants de la Fonction Publique, 500 000 emplois publics vont être anéantis, et ce très majoritairement au niveau de proximité des départements.

**Déclinées par exemple au niveau d'une DDT « moyenne », ces données se sont traduites par une baisse globale de 35% depuis 2007 (en comparaison du socle DDE/DDAF), et 25% en excluant les missions transférées (ingénierie aéroportuaire et Parcs de l'équipement). Autant dire que cette évolution brutale de masse critique pour ces directions ne peut être sans effet sur l'exercice de leurs missions et les conditions de travail de leurs agents, ni sur leur capacité d'intervention en période de crise par exemple (la surveillance des digues en période d'inondation est par exemple clairement menacée).**

**Depuis 2007, ces directions ont également perdu la moitié de leurs cadres techniques, au bénéfice bien souvent des échelons régionaux, fragilisant le management de la structure en période de mutation forte, ainsi que la compétence collective nécessaire à l'accomplissement des missions.**

Les tendances lourdes issues de la RGPP observées pour les DDT s'appliquent bien entendu au même titre **pour la sphère DDCS/DDPP, déjà confrontée depuis début 2010 à une baisse de l'ordre de 10% de ses effectifs,** ce qui a d'ores et déjà un effet majeur pour des directions dont la masse critique initiale ne dépasse souvent pas 50 à 100 agents, **directions à qui l'on a même pas laissé le temps de se construire...**

Et quelles perspectives d'avenir pour elles ? **Des menaces réelles et directes sur des compétences fortes comme celles liées à la sécurité sanitaire des aliments et au bon fonctionnement des marchés.** De lourdes menaces aussi sur l'ensemble des autres missions ainsi que sur les fonctions supports, rendues déjà très fragiles à la construction même des directions, et dont la précarité est renforcée par les chantiers de mutualisation compulsive.

### ***Alors, comme dit la chanson, cela ira-t-il mieux demain ?***

Au contraire, **les nuages semblent une nouvelle fois s'amonceler sur la route tortueuse et périlleuse des DDI dans la perspective des dialogues de gestion 2012 et des pistes de transferts de missions ouvertes tous azimuts.** A se demander si un jour elles pourront enfin toucher le fond ?

Au final, comme le démontre le livre noir de la RGPP établi par FORCE OUVRIÈRE, **la République est victime :**

- d'une désertification territoriale sans précédent de ses services publics de proximité,
- d'un plan social brutal et d'ampleur inégalée.

**Et tout ne pourra pas se gérer depuis le niveau régional** comme l'illustre le récent rapport sénatorial sur la RGPP, ainsi que les témoignages de plus en plus nombreux de la part d'élus de la nation.

**Les principales victimes en sont le service public, l'emploi public, la relation État/collectivités/citoyens et bien entendu les agents des DDI, placés en première ligne pour assumer ses effets concrets et destructifs. Sans oublier les directions régionales elles-mêmes dès lors qu'elles constateront la perte d'un relais indispensable à la mise en œuvre de leurs politiques.**

Alors oui, au delà des principes et vœux pieux affichés, **la porte est désormais bien ouverte si l'on n'y prend pas garde pour une réduction des DDI à leur portion congrue (après avoir atteint l'os, voici la moelle !), réduites à un rôle de simple « guichet d'enregistrement ».**

Pour FORCE OUVRIÈRE, **le niveau départemental doit disposer des moyens nécessaires pour rester le niveau chargé de la mise en œuvre des politiques publiques.**

**Cela en lien étroit, en complémentarité et en synergie - et non en concurrence - avec les Directions Régionales** en posture de pilotage et d'animation, la pertinence de chacun des échelons dépendant bien de la capacité de l'autre à jouer pleinement son rôle.



Avec FO, **JE** défends mon statut et mes conditions de travail

Avec FO, **NOUS** portons ensemble des revendications claires et fortes pour mieux assurer nos missions

Avec FO, **TOUS** se mobilisent pour faire progresser le service public de la République